

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : ASA 20/002/2010

ÉFAI

5 janvier 2010

Inde. Les autorités du Chhattisgarh doivent libérer immédiatement une femme témoin d'exécutions extrajudiciaires

Amnesty International exhorte les autorités du Chhattisgarh, un État de l'Inde centrale, à libérer immédiatement Sodi Sambo, une *adivasi* (indigène) qui a été témoin de l'exécution extrajudiciaire de neuf autres *adivasis* dans le village de Gompad le 1^{er} octobre 2009. Cette femme est l'une des personnes qui ont saisi la Cour suprême pour qu'une enquête impartiale soit menée sur ces homicides.

Des journalistes de la ville voisine de Jagdalpur ont informé Amnesty International qu'ils avaient vu Sodi Sambo dans un hôpital public de cette localité, où elle était gardée par des policières en civil qui les avaient empêchés de lui parler. Blessée à la jambe par les coups de feu de la police à Gompad, Sodi Sambo avait reçu des soins médicaux à Dantewada dans les locaux du Vanvasi Chetna Ashram (VCA), une organisation ghandiste. Des militants du VCA ont indiqué à Amnesty International qu'ils craignaient que la police de Dantewada ne fasse pression sur elle pour influencer son témoignage sur les exécutions extrajudiciaires.

Dans l'après-midi du 3 janvier, Sodi Sambo a été arrêtée par la police dans la ville de Kanker alors qu'elle se rendait de Dantewada à Raipur, la capitale du Chhattisgarh, en compagnie de Himanshu Kumar, militant du VCA. Elle a ensuite été emmenée au poste de police de Kanker, puis de Dantewada, où les policiers lui ont indiqué qu'ils allaient enregistrer son témoignage sur la fusillade du 1^{er} octobre 2009.

Sodi Sambo et Himanshu Kumar avaient prévu de poursuivre leur voyage jusqu'à Delhi, où ils devaient rencontrer le ministre indien de l'Intérieur, Palaniappan Chidambaram, et obtenir des soins médicaux complémentaires pour Sodi. La nuit précédente, Sodi Sambo et deux autres militants du VCA avaient dû annuler leur voyage en bus à Raipur et regagner Dantewada, la police ayant tenté de les arrêter en chemin.

Selon les informations recueillies par Amnesty International, une audience publique organisée par le VCA sur les violations des droits humains subies par les *adivasis*, qui devait avoir lieu ce mardi 5 janvier, n'a pas pu se dérouler en raison de manifestations de sympathisants de Salwa Judum (Campagne de purification).

De l'avis général, cette milice, qui lutte contre le Parti communiste indien (maoïste), un groupe armé d'opposition, opère avec le soutien du gouvernement du Chhattisgarh.

Amnesty International appelle à nouveau les autorités du Chhattisgarh à mettre un terme au harcèlement dont les militants pacifistes du VCA sont victimes (pour en savoir plus, voir le document d'Amnesty International intitulé *Inde. Les autorités de Chhattisgarh doivent mettre un terme à la torture et aux arrestations arbitraires de militants de la paix et de défenseurs des droits humains*, index AI : ASA 20/023/2009, 23 décembre 2009).

Les autorités doivent par ailleurs s'abstenir d'intimider, de menacer et de nuire de quelque autre façon que ce soit à Sodi Sambo et à tous les autres défenseurs des droits humains. Cette femme doit être remise en liberté immédiatement et sans condition.

Contexte

Depuis quatre ans, le VCA milite contre les violations des droits humains dont les *adivasis* sont victimes dans le contexte du conflit au Chhattisgarh. Cette organisation œuvre également en faveur du retour et de la réinstallation de quelque 10 000 *adivasis* qui ont été déplacés à l'intérieur du pays par le conflit opposant les forces de sécurité et Salwa Judum d'une part et le Parti communiste indien (maoïste) d'autre part.